

Affaires courantes

LES NORMES NATIONALES POUR L'ENSEIGNEMENT

M. Mac Harb (Ottawa—Centre): Monsieur le Président, cela fait plus de deux ans que je travaille à un projet qui demande au gouvernement fédéral d'adopter des normes nationales pour l'enseignement.

Nous avons fait circuler des pétitions d'un bout à l'autre du Canada, et je suis heureux aujourd'hui de présenter à la Chambre l'une d'entre elles. Les signataires sont originaires du Québec, de l'Ontario et d'autres provinces.

Je déposerai aujourd'hui cette pétition conformément à l'article 36 du Règlement. Tous les pétitionnaires demandent au gouvernement de favoriser et d'encourager l'établissement de normes nationales d'enseignement après consultation avec les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi qu'avec les enseignants, les syndicats, les parents, les élèves, les organismes de bénévoles et les simples particuliers.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Francis G. Leblanc (Cap Breton Highlands—Canada): Monsieur le Président, je présente 59 pétitions comportant plus de 1 500 signatures d'habitants de Mabou (Nouvelle-Écosse), qui se battent pour conserver leur bureau de poste.

Mabou est une localité prospère depuis les années 1820, et son bureau de poste, qui dessert 410 ménages, est situé au coeur de cette fière collectivité et en est le centre névralgique. Les pétitionnaires veulent protester contre la fermeture de leur bureau de poste et demandent au gouvernement (1) de revenir sur sa décision et (2) d'assurer les habitants de la collectivité qu'ils ont leur mot à dire sur la façon dont les services postaux sont assurés dans leur localité, avant qu'une décision soit prise.

Le gouvernement ne peut plus désormais faire abstraction de l'opinion des Canadiens des régions rurales.

LES ENFANTS PAUVRES

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'aimerais déposer une pétition provenant d'électeurs de ma circonscription et traitant de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le gouvernement a manifesté son intention de ratifier cette convention, mais la volonté politique n'y est pas. Les signataires de cette pétition s'inquiètent beaucoup du fait que, dans notre pays, un enfant sur six vit à l'heure actuelle dans la pauvreté. Ils demandent que ce gouvernement, avant la ratification finale, mette en place dès

maintenant des programmes pour venir en aide à ces enfants.

LE DRAPEAU CANADIEN

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une autre pétition signée par des habitants de Kingston et les Îles, qui protestent contre la profanation et la destruction du drapeau canadien. Ils demandent à la Chambre d'adopter une loi qui ferait un délit de la profanation et de la destruction du drapeau de notre pays.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. John Nunziata (York—Sud—Weston): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition concernant la taxe sur les produits et services. La pétition a été signée par mes électeurs qui habitent sur le boulevard Black Creek, au 259 chemin Scarlett, sur le chemin Sandcliffe, sur l'avenue Cayuga et sur un certain nombre d'autres rues de ma circonscription. Ils exhortent le gouvernement à se réveiller enfin ainsi qu'à se rendre compte que la taxe sur les produits et services détruit notre pays et qu'il faut la retirer immédiatement.

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition dans laquelle les pétitionnaires déclarent humblement que le gouvernement a réduit de plusieurs millions de dollars le financement de la GRC, entraînant une perte du même ordre pour la Colombie-Britannique, et que ces compressions budgétaires ont entraîné une réduction ainsi qu'une érosion des services et de la protection qu'offre ce corps policier.

Ces compressions ont résulté en une réduction de la formation, des patrouilles et des frais de déplacement des membres de la GRC desservant leurs localités. Les pétitionnaires exhortent le gouvernement fédéral à envisager de rétablir un financement convenable de la GRC, de sorte que celle-ci puisse remplir son mandat, jouer son rôle de force policière visible dans de nombreuses localités de la Colombie-Britannique et demeurer un symbole durable de l'unité canadienne.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.